



SOLIDARITÉ AVEC LE
PEUPLE GREC!

**Les élections grecques
et la possibilité
d'un gouvernement
Syriza**

Les élections grecques et la possibilité d'un gouvernement Syriza

Ricardo Ayala et Gabriel Huland
9 janvier 2015

Ce texte est la traduction d'un article publié sur le site de *Corriente Roja*, la section espagnole de la LIT-QI. (<http://corrienteroja.net>)

Vous retrouverez aussi la version en PDF sur notre site internet www.lct-cwb.be (onglet Europe / Grèce).

Ligue Communiste des Travailleurs
lct.cwb@gmail.com
Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale

Après la tentative avortée du Premier ministre Andonis Samaras de désigner son candidat Stavros Dimas à la présidence, en trois votes successifs au Parlement, le gouvernement a été contraint d'anticiper les élections.

La perte de la majorité parlementaire du gouvernement lors de l'élection présidentielle ne fut que l'expression de la division et de la crise dans la coalition ND-Pasok, face au nouveau paquet de mesures exigées par la troïka ; c'est ce fait qui explique, à vrai dire, l'anticipation des élections.

En décembre dernier, les ministres de l'Economie de la zone euro ont convenu de prolonger le « sauvetage de la Grèce » jusqu'à la fin février. Entre-temps, la libération de la dernière tranche du « sauvetage » – 1,8 milliard d'euros – serait soumise à l'approbation, par le Parlement, de nouvelles coupes dans les salaires et les pensions, de l'augmentation de la TVA et des taxes qui touchent les médicaments, la nourriture et la distribution d'eau et d'énergie, ainsi que de licenciements de fonctionnaires... Le gouvernement Samaras-Vernizelos avait déjà un stylo en main pour signer.

L'annonce du Mémorandum fut largement rejetée par une population désespérée, déjà largement spoliée. La grève générale de novembre contre les nouvelles mesures annoncées a montré que les travailleurs étaient prêts à résister. S'ajoute à cela la rupture du Pasok : le groupe parlementaire dirigé par l'ancien Premier ministre Papandréou retira son soutien à la coalition, et son nouveau parti, le Mouvement des Démocrates Socialistes (MDS), rompit avec le duo Samaras (ND) - Vernizelos (Pasok). Cela remettait en question la majorité parlementaire du gouvernement, ce qui fut confirmé lors des élections présidentielles.

L'éclatement du gouvernement résulte donc de son incapacité à imposer une nouvelle série d'attaques envers les travailleurs, une incapacité qui reflète une division au sein de la classe dirigeante. La Grèce occupe à nouveau le centre de la conjoncture européenne, mais dans une situation différente. Les luttes ne se concentrent déjà plus dans les pays du « Sud » : la grève générale des travailleurs belges et italiens, la manifestation contre le paquet de réformes en France et les protestations contre les coupes aux Pays-Bas se résument en l'ouverture d'un nouveau « front » pour l'impérialisme européen.

Dans ce contexte, l'enjeu en Grèce dépasse largement les frontières de la péninsule hellénique. La défaite des partis du Mémorandum, la victoire de la gauche grecque et la formation d'un

gouvernement qui s'oppose à la Troïka seraient une victoire pour tous les travailleurs européens, leur montrerait à tous qu'il est possible de vaincre la Troïka, et ouvrirait un espace beaucoup plus favorable pour la résistance aux ajustements.

Cette possibilité existe. Mais il y a deux obstacles majeurs à surmonter avant que cela ne devienne réalité : Syriza doit encore consolider sa majorité aux élections ; et, non moins important, en cas de victoire électorale, dans quelle mesure Syriza serait-elle prête à résister aux pressions de l'impérialisme européen et américain pour arrêter la catastrophe sociale en Grèce ?

La polarisation électorale : la pression impérialiste avant les élections

Les derniers sondages publiés par les médias (jusqu'au 5 janvier)¹ plaçaient Syriza comme première force électorale avec entre 28 et 30 % des voix. Selon le système électoral grec, Syriza serait donc à 3 % d'atteindre le « bonus » de 50 députés, ce qui lui donnerait une majorité absolue. Nouvelle Démocratie (ND) oscille entre 25 et 28 %, suivi par les néo-nazis d'Aube Dorée (entre 6 et 8 %). Le KKE (stalinien) et ToPotami (un parti populiste dirigé par le présentateur de télévision Stavros Theodorakis) ob-

* Le système électoral grec prévoit un « bonus » de 50 sièges pour un parti qui obtient la majorité avec au moins 33 % des voix.

tiendraient 5 %. Le Pasok n'arrive qu'en dernière position, avec 4 % (ou 2,2 % selon certains sondages), tandis que le MSD lui suit de près, avec 4,8 %.

Le parti de Papandréou (MSD) tente d'éviter l'effondrement des sociaux-démocrates qui risquent actuellement de rester hors du Parlement. C'est le cas aussi pour les nationalistes de *Grecs indépendants* et de *Dimar* (Gauche démocratique), une scission de Synaspismos (le groupe majoritaire de Syriza).

Mais une fois de plus, comme en 2012, l'ingérence des Etats impérialistes européens donne le ton aux élections : Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, a déclaré que « *les Grecs, qui ont une vie très difficile, savent très bien ce que de mauvais résultats électoraux signifieraient pour la Grèce et la zone euro* ». Il a également déclaré qu'il préfère voir des visages familiers à la présidence et qu'il ne voudrait pas de « forces extrêmes » au pouvoir. Et Samaras, se faisant l'écho de l'UE, crie haut et fort : ou son parti gagne ou c'est le chaos... Comme si la majorité des Grecs vivait au paradis.

Merkel, la représentante de l'impérialisme allemand, a choisi de discuter en d'autres termes de l'hypothèse de la défaite électorale de Samaras. Selon un article publié par le magazine *Der Spiegel*, elle dit que le gouvernement allemand « *accepterait la sortie de la Grèce si le futur gouvernement grec en décide ainsi, une possibilité qui a déjà été baptisée à Berlin comme la "Grexit"* ». Pour Merkel,

la décision de quitter l'euro revient à ne pas respecter le Mémorandum.

Selon certains médias, comme *Economist*, bien que la politique de l'impérialisme (en particulier l'impérialisme allemand) espère toujours une majorité absolue de Samaras, il n'exclut pas de négocier avec un gouvernement Tsipras, étant donné que – selon le rédacteur de l'article – nous ne sommes déjà plus confrontés à des menaces d'explosion de l'euro comme en 2012, en dépit de la crise européenne. Le critère est donc : ou l'application stricte des accords des précédents gouvernements ; ou l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de la zone euro qui pourrait être absorbée sans soubresauts.²

Le sens de la double tactique de Merkel est clair : faire pression sur Syriza contre toute mesure unilatérale concernant la dette. Schäuble, le tout-puissant ministre allemand des Finances, a déclaré en ce sens : « *Si la Grèce s'embarque sur un autre chemin, ce sera difficile. Les élections ne changent pas les accords conclus avec le gouvernement grec et chaque nouveau gouvernement doit respecter les accords conclus par le précédent.* »

Mais comment Syriza répond-elle à cette pression de l'impérialisme ?

« Nos propositions ont été façonnées de façon à ne violer aucun des Traités. »

La phrase ci-dessus est de Yannis Varoufakis, économiste de l'Université d'Athènes et probable membre

de l'équipe du gouvernement de Tsipras.³ Elle reflète bien le sens global du changement dans le programme de Syriza, révélé lors de sa dernière conférence à Salonique. Puisque les traités de l'UE ne permettent pas un moratoire sur la dette, défendu lors des élections de 2012, Tsipras annonce qu'en fait, maintenant, « nous négocierons le cadre d'un nouvel accord sur le service de la dette dans les marges de l'UE et des institutions européennes, un cadre réaliste et de développement de l'économie réelle pour un bénéfice mutuel. Et à cette fin, nous devrions atteindre les objectifs suivants : suppression de la majeure partie de la valeur nominale de la dette, pour qu'elle soit soutenable, à travers des mécanismes qui ne portent pas préjudice aux peuples d'Europe. » L'argumentation utilisée pour changer le programme nous interpelle encore davantage que le changement lui-même : l'arrêt des paiements aux banquiers parasites, allemands et français, signifie-t-il porter préjudice aux peuples d'Europe ? En changeant les noms réels pour des fictifs – banquiers pour « peuples d'Europe » –, Tsipras accepte le cadre proposé par Schäuble.

Le fait est que le programme pré-suppose l'abandon de toute mesure qui remettrait en question les marges de l'UE et des institutions européennes, faites sur mesure pour piller et soumettre les pays

« périphériques » aux diktats du capital financier.

En proposant la « suppression d'une partie de la valeur nominale de la dette », le programme reste suffisamment ambigu pour ne pas spécifier la taille de cette « partie » que Tsipras espère réduire. Mais Varoufakis annonce déjà que « naturellement, ce débat débouchera sur un accord ; Alexis Tsipras, le leader de Syriza, le sait : quand on entre en négociation, on cherche un accord qui soit acceptable pour toutes les parties ».⁴

Puisque Tsipras remet maintenant lui-même le moratoire en question, on se demande jusqu'où l'impérialisme allemand peut céder dans une négociation avec le futur gouvernement de Syriza.

Toute la politique de l'impérialisme allemand – en affirmant que la sortie de la Grèce de l'euro n'entraînerait pas un risque « systémique » – se base sur le fait que le mécanisme de « sauvetage de la Grèce » fut en réalité une opération pour sauver les banques françaises et allemandes, qui détenaient respectivement 26,3 milliards et 19,8 milliards de la dette grecque. Selon la Citibank, l'objectif du sauvetage était que les banques internationales détiendraient 8 % de la dette grecque en 2015.

Selon les derniers chiffres publiés, « en moyenne, l'exposition totale des banques à la dette grecque s'est

réduite de 55 %, depuis 2010. Dans le cas des banques européennes, la diminution est de 60 %. Mais dans certains cas concrets, comme celui des banques française, autrichienne, belge, irlandaise ou portugaise, les diminutions sont supérieures à 90 %, les banques italiennes étant les plus impliquées. Selon la Banque des Paiements Internationaux, les organismes au nord des Alpes ont entièrement annulé leur exposition en Grèce. »⁵

C'est-à-dire que l'argent du sauvetage fut utilisé, en fait, pour l'achat de la dette aux banques et son transfert à la BCE, le FMI et l'UE, qui détiennent actuellement la majeure partie de la dette grecque, au détriment de la misère de la population.

C'est pour cela que, pour Merkel, l'euro – en clair, les banques allemandes et françaises – ne court plus aucun danger. Il s'agit maintenant d'un problème politique pour l'impérialisme allemand : alors que la France, l'Italie, la Belgique mettent en œuvre des mesures d'austérité plus dures, avec des coupes dans les budgets et des réformes du travail, il est peu probable que de réelles concessions soient faites aux travailleurs grecs, au-delà de celles que ceux-ci imposeront par la lutte.

En fait, il n'y a pas moyen de rompre la spirale des coupes budgétaires, des réductions de salaire et des réformes du travail et des

pensions, il n'y a pas moyen d'en finir avec le chômage, sans remettre en cause les besoins les plus profonds du capital impérialiste représenté par l'UE. C'est la seule perspective réaliste et pragmatique, car il n'y a pas de mesures qu'un futur gouvernement de Syriza pourrait appliquer, ne fût-ce que pour diminuer un peu la catastrophe sociale en Grèce, si on maintient la subordination du pays aux traités qui sont en train de piller le pays.

Tsipras : « Tu ne peut pas payer la dette si on ne te laisse pas travailler. »

Le commerce lucratif de la dette publique gonfle comme un soufflé après l'intervention de la troïka. La dette grecque, qui avait atteint 233 milliards (112,9 % du PIB) en 2008, s'est élevée à 322 milliards (177,7 %) au troisième trimestre de 2014. Cela signifie que le pays devrait apporter toute sa production de deux années aux créanciers externes pour payer cette dette. Mais comme cela est impossible – nous le savons tous –, la dette devient un outil pour le pillage du pays et la surexploitation des travailleurs, au profit du capital financier international et de ses satellites en Grèce. Et en plus de la dette publique, les entreprises et les banques grecques affichent également une dette qui est payée par la réduction des salaires et par la précarité.

Tsipras, affirme cependant qu'il ne s'agit pas de mettre fin à cette macabre spirale vicieuse : « *Nous avons été clairs sur nos intentions de renégocier les termes de la dette. Nous nous attendons à l'annulation d'une grande partie de la dette et à la subordination du remboursement du restant à une clause de croissance. Tu ne peut pas payer la dette si on ne te laisse pas travailler.* »⁶ Mais la question est : « Travailler pour qui ? », Et la réponse est simple : pour payer la dette envers les institutions de l'UE, afin de sauver de la faillite la Banque Nationale, le Piraeus et la Banque Alpha, ainsi que la dette envers les entreprises avec ces mêmes banques en faillite. Jusqu'au « sauvetage » en cours, le revenu des travailleurs grecs a déjà chuté de 40 %, afin de payer la dette. C'est-à-dire que, contrairement à ce que dit Tsipras, les travailleurs grecs ont bel et bien continué à travailler pour payer la dette des banquiers et des patrons.

Qui plus est, Yannis Varoufakis, membre probable de l'équipe de gouvernement de Tsipras, propose de continuer à payer la dette et de maintenir la « flexibilité » du marché du travail et un excédent primaire en phase avec la négociation.⁷ Cette déclaration est cohérente avec le fait que le programme adopté lors de la conférence de Thessalonique **ne prévoit pas la révocation des réformes du travail des gouvernements du**

Mémorandum. Et le programme ne souffle mot sur la réduction du temps de travail pour faire baisser le chômage, ce qui est cohérent avec la déclaration de Tsipras que l'on ne peut pas payer la dette sans travailler.

Non moins important est le changement concernant la renationalisation des entreprises privatisées, défendue par Syriza en 2012. Varoufakis nous explique que « *la renationalisation sera impossible, étant donné le manque de ressources de l'Etat (sic). En ce qui concerne les services publics, le problème n'est pas qu'ils aient été privatisés, mais qu'ils aient été démantelés ou étranglés par l'austérité et les coupes horribles...* » Sans commentaires...

Une catastrophe sociale qui s'approfondit

La Grèce est dévastée par six années d'une récession qui a rendu les travailleurs 40 % plus pauvres qu'en 2008. Après les plans de sauvetage, de réformes et d'ajustements continus et une surveillance stricte par la Troïka, la catastrophe sociale est telle que le pays semble dévasté par une guerre.

En 2014, le chômage des jeunes de 15 à 24 ans a atteint 49,5 % (56,6 % pour les femmes), 66 % sont des chômeurs de longue durée (plus de deux ans), et environ 2,5 millions de per-

sonnes n'ont pas de sécurité sociale (un quart de population).

Au cours des sept dernières années, le pays a connu un recul économique de plus de 25 %. Quant au PIB par habitant, il est descendu en 2013 à 12 500 €, le niveau de 2001, et 5020 € de moins qu'en 2008 (17 374 €) lorsque la crise a commencé. Le dilemme est donc sans équivoque en Grèce : **il n'y a pas la moindre possibilité de réformes sans ruptures.**

Le choix de la direction de Syriza, de s'opposer au Mémorandum mais de défendre à tout prix la permanence dans l'euro, ne trouve pas de réciprocité dans l'impérialisme allemand et français. Il n'y a pas moyen de contourner le problème posé par la réalité elle-même. Un allègement partiel de la dette ne va pas arrêter la catastrophe sociale, car il ne cassera pas la subordination de la Grèce aux chaînes imposées par l'impérialisme.⁸

Syriza se trouve donc à une croisée des chemins. Dans le cas où elle refuserait complètement de céder au Mémorandum ou n'y céderait pas assez selon les exigences allemandes, l'expulsion de la Grèce de la zone euro peut arriver sous la forme d'un « blocus bancaire » de la part de la BCE, sans « expulsion formelle » de la zone euro. Cela conduirait à la paralysie complète du commerce et de la production.

Ce cas de figure soulèverait la nécessité de s'appuyer sur la mobilisation et l'organisation de la classe ouvrière pour la nationalisation des banques et du commerce extérieur et pour l'application de mesures contre les intérêts des capitalistes impérialistes et grecs. De même, l'expropriation des grandes industries et entreprises avec contrôle ouvrier ferait partie d'un plan d'urgence dont l'objectif principal serait d'assurer la satisfaction des besoins les plus urgents de l'ensemble du peuple grec : la nourriture, la santé, les transports, l'énergie, etc. Et il faudrait surtout faire appel à la solidarité internationale, en particulier celle des travailleurs européens, qui prennent de nouveau le chemin des grèves générales en Italie et en Belgique. Dans le cas contraire, le coût de la sortie de l'euro sera payé par la majorité de la population. Mais ces mesures sont complètement en dehors de l'horizon de la direction de Syriza et ne viendront pas d'elle.

Il est également possible de céder, afin de « ne pas être expulsé de l'euro », et de maintenir l'agonie du peuple grec. L'acceptation de cette deuxième option est un engagement à condamner le peuple grec à la misère. Cette option poserait aussi comme hypothèse le renforcement d'*Aube dorée*, qui aurait alors l'exclusivité de la rupture avec l'UE

et l'euro, et à qui certains sondages donnent 8 % des intentions de vote.

Dans ces élections, Syriza devient le principal outil des travailleurs grecs pour se débarrasser des partis du Mémorandum et du pillage. Nous appelons donc à voter pour Syriza. Et nous proposons aux travailleurs grecs et aux bases de Syriza d'exiger d'elle la rupture avec le modèle économique basé sur l'endettement et le pillage du pays ; car n'importe quel allègement partiel de la dette maintiendrait la spirale vicieuse de la dégradation et la condamnation du peuple grec à la misère.

Nous réaffirmons que la seule façon réaliste de répondre aux attentes élevées des bases de Syriza doit considérer **la suspension immédiate du paiement de la dette et le rejet de tout compromis avec le grand capital grec et les institutions de l'UE**. Et même si la rupture

avec l'euro ne fait pas partie de son programme, Syriza doit l'assumer comme une conséquence inévitable, afin de rompre avec le pillage du pays, en suspendant le paiement de la dette.

Nous attirons aussi l'attention des travailleurs sur le fait que la mise à l'écart des partis du Mémorandum n'est qu'un premier pas et qu'il ne suffira pas tout simplement de voter. Il est nécessaire de faire progresser la lutte directe et de préparer la résistance aux attaques de l'impérialisme et des patrons grecs.

Et pour conclure, toute hypothèse de développement d'un éventuel gouvernement de Syriza sera déterminée par le fait que les travailleurs soient en mesure d'occuper le centre de la scène politique et de forger une direction capable de répondre aux événements.

Le 9 janvier 2015

Notes

1 Sondage de E-Voice, Palmos (<http://electomania.es/grecia-syriza-al-borde-de-la-mayoria-absoluta-0-nd-recorta-distancia/>)

2 « *Cela laisse entendre que les pressions, à l'intérieur de la Grèce, pour éviter une confrontation – que ce soit en obtenant que Syriza n'ait pas le succès escompté par les sondages, ou que la position de Tsipras s'adoucit, en cas de victoire –, puissent être suffisantes pour éviter un "Grexit"*. » The Economist en ligne, 05.01.2015

3 Voir un entretien dans www.lantidiplomatico.it/dettnews.php?id=6&pg=9963 -02.01.2015

4 Ibidem. Nous soulignons.

5 Voir www.elconfidencial.com/mercados/inversion/2015-01-07/la-banca-alemana-concentra-la-mayor-exposicion-a-la-deuda-griega-del-mundo_616651/ Certains analystes expriment des réserves sur l'assurance de Merkel concernant une éventuelle contagion d'un nouveau default grec. Pour eux, la réduction de l'exposition allemande

fut assez maigre, en comparaison avec celle d'autres pays.

6 Un entretien avec Alexis Tsipras d'octobre 2014, publié par H. Golemis sur www.transform-network.net/journal/yearbook

7 « *We will aim to achieve a modest primary surplus, and we will liberalize the labour market*, ». Voir *The telegraph* en ligne, décembre 2014. www.telegraph.co.uk/finance/comment/ambroseevans_pritchard/11286477/Greek-candidate-willing-to-call-European-leaders-bluff.html

8 Sous le titre « *La gauche radicale a raison, en ce qui concerne la dette* », Wolfgang Münchau, un des plus influents chroniqueurs du *Financial Times*, affirme qu'il est clair « *que davantage d'investissements publics et une restructuration de la dette sont nécessaires* ». Dans le même temps, il réaffirme que cette mesure anticiperait l'inévitable, l'incapacité de la Grèce à continuer à payer, et qu'elle maintiendrait les bases du modèle actuel. (www.ft.com/intl/comment/columnists/wolfgangmunchau)

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bxl